

BULLETIN

220

Le moniteur citoyen des politiques publiques

Numéro 3 – Du 1er au 14 septembre 2025

MÉDIATIONS AFRICAINES

L'espoir ou l'impasse face
au chaos sécuritaires dans
l'est de la RDC ?

Quand l'Afrique cherche sa paix

Depuis plus de trois décennies, l'est de la République démocratique du Congo (RDC) est en proie à une instabilité chronique, marquée par des conflits armés, des drames humanitaires et une insécurité persistante qui mettent à rude épreuve la cohésion nationale et la paix régionale. La percée du Mouvement du 23 mars (M23), rallié à l'Alliance fleuve Congo (AFC), lorsqu'il a pris le contrôle de Goma et Bukavu entre janvier et février, a ravivé les tensions et replacé la crise congolaise au cœur des priorités africaines et internationales.

Cette mobilisation s'est traduite par de nombreuses initiatives continentales de résolution du conflit : processus de médiation, accords de cessez-le-feu, dialogues, déploiements de forces régionales, entre autres. Elles traduisent la volonté du continent de trouver des « solutions africaines à des problèmes africains ».

Cependant, alors que la lassitude gagne parfois face à la multiplicité des initiatives, il est essentiel de s'interroger : les médiations africaines représentent-elles encore un espoir pour ramener la paix dans l'est de la RDC ou s'enlisent-elles dans une impasse ?

Ce numéro du *Bulletin 220* se propose d'explorer les différentes démarches africaines entreprises de 2021 à nos jours, en mettant en lumière l'implication des femmes, l'apport de la société civile congolaise, les moments forts des médiations, le rôle du « pacte social pour la paix et le bien-vivre ensemble en RDC et dans la sous-région des Grands Lacs » et une lecture critique des discours politiques qui les accompagnent.

Anicet Senker

Chercheur en Sciences politiques à l'Université de Kinshasa

FAITS MARQUANTS

MÉDIATIONS

Les grandes étapes et signaux de la crise

En novembre 2021, la résurgence du M23 a relancé une violence à grande échelle dans le Nord-Kivu, incitant les organisations africaines et internationales à s'activer pour tenter de ramener la paix. L'Afrique a toutefois le mérite d'avoir été la première à se mobiliser, à travers des initiatives régionales et continentales cherchant une solution de sortie de crise avant même l'implication plus visible des acteurs internationaux.

Pour comprendre les dynamiques de cette crise et les réponses qu'elles ont suscitées, il faut remonter le fil d'un feuilleton régional et diplomatique toujours en mouvement : une mobilisation initialement africaine, mais aujourd'hui fragilisée par la dispersion des efforts et le manque de coordination.



QUOI ?

La résurgence du M23 a ouvert une série de médiation : de Luanda à Nairobi, jusqu'à leur fusion au sommet SADC-EAC- de février 2025. À cela se sont ajoutées des initiatives comme celle portée par les religieux catholiques et protestants et l'implication des femmes dans les efforts de paix.



QUI ?

- Le M23/AFC ;
- Le gouvernement congolais ;
- L'Union africaine (UA) ;
- La Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) ;
- La Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ;
- La Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) et l'Église du Christ au Congo (ECC) ;
- Les femmes et leurs organisations locales et régionales.



QUAND ?

Entre novembre 2021 à nos jours.



OÙ ?

Au Nord-Kivu et dans plusieurs capitales africaines : Malabo, Luanda, Nairobi et Adis-Abeba.



POURQUOI ?

Pour mettre fin à la crise sécuritaire dans l'est de la RDC et trouver une solution africaine aux différends entre Kinshasa et Kigali, accusé de soutenir le M23/AFC. Ces démarches se heurtent à un manque de leviers diplomatiques et à des rivalités entre organisations régionales.

Médiations africaines : forces, limites et perspectives

Luanda : le pari diplomatique épuisé

Le processus de médiation de l'UA conduit par le président angolais João Lourenço, entre juillet 2022 et mars 2025, s'inscrivait dans une logique de règlement pacifique des différends opposant la RDC et le Rwanda, accusé de soutenir le M23/AFC. Pendant plus de deux ans, il a constitué un cadre formel de dialogue entre officiels congolais et rwandais, suscitant l'espoir de désescalade dans la région des Grands Lacs.

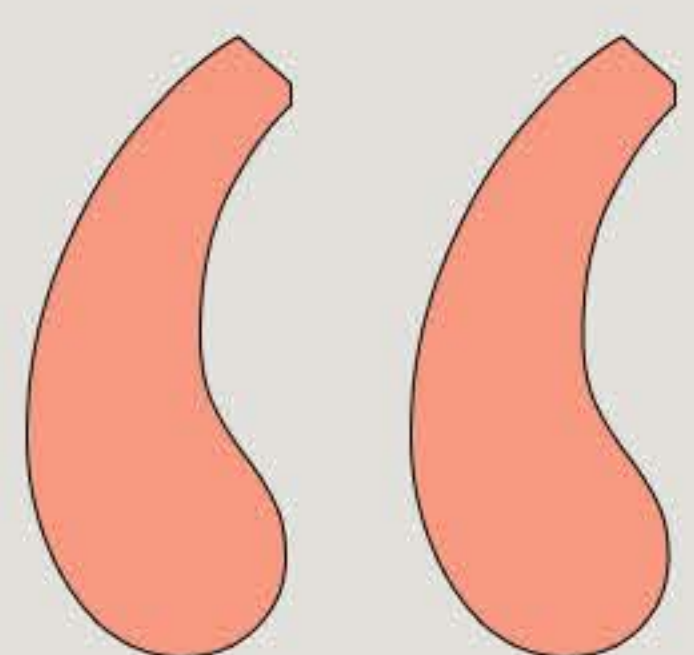
L'absence de leviers diplomatiques et politiques pour assurer le suivi des décisions prises a vite miné la crédibilité du processus. Chaque rencontre à Luanda nourrissait des attentes, sans jamais parvenir à estomper les hostilités sur le terrain.

L'annulation du sommet de décembre 2024, censé sceller un accord entre Kinshasa et Kigali, a marqué un tournant : symbole de fragilité, elle a précipité le retrait de João Lourenço en mars 2025. Son départ a consacré l'épuisement du modèle angolais et la difficulté de l'UA à maintenir son leadership sur les crises africaines.

Nairobi : une ambition régionale sans cohérence

L'EAC a initié, en avril 2022, un processus mêlant dialogue et déploiement d'une force régionale. L'objectif : créer un cadre inclusif où les groupes armés pouvaient déposer les armes, tout en assurant une interposition entre l'armée congolaise et le M23/AFC appuyé par les troupes rwandaises. Uhuru Kenyatta, ancien président kényan, en assurait la facilitation.

L'initiative a d'abord suscité de l'optimisme, grâce à l'implication de la société civile dans les consultations. Mais l'exclusion du M23, en raison de la reprise des combats, a réduit la portée politique du processus. Le déploiement de la force régionale, sous commandement kényan à partir de novembre 2022, a été jugé trop attentiste face aux offensives du M23. Cette posture a créé une défiance durable entre Kinshasa et certains pays de l'EAC.



L'annulation du sommet de Luanda en décembre 2024 a précipité le retrait de João Lourenço.

CHRONOLOGIE

Quelques dates clés du processus de Nairobi

Le conseil supérieur de la défense, présidé par le président Tshisekedi, décide d'exclure le M23 des consultations de Nairobi pour avoir repris des offensives sur le terrain et violé le cessez-le-feu.

Le déploiement de la force régionale de l'EAC dans l'est de la RDC, sous commandement kényan. Les premières patrouilles conjointes débutent le 21 novembre à Kibumba.

Le 3e round du dialogue sous la facilitation d'Uhuru Kenyatta ferme ses portes. Ce dialogue, auquel ont participé plusieurs groupes armés (hors M23) et acteurs de la société civile, a recommandé l'activation du PDDRCS.



Le retrait officiel de la force en décembre 2023 a marqué l'échec d'une approche militaire mal coordonnée avec les objectifs politiques.

Des accords en série, mais sans effet

De Luanda à Nairobi, puis à Washington et à Doha aujourd'hui, les accords se succèdent sans produire de rupture décisive. Faute de mécanismes de suivi et d'appropriation locale, les engagements restent fragiles et l'espoir s'érode.

Le processus unifié de Dar es-Salaam, né de la fusion EAC-SADC, était censé dépasser ces blocages, mais il s'est rapidement révélé aussi complexe qu'inefficace. Son architecture illustre la lourdeur d'un dispositif à la fois surdimensionné et dépourvu de centre de gravité politique : un médiateur, cinq co-facilitateurs, et les présidents de deux communautés régionales en embuscade. Plutôt que de clarifier les rôles, la multiplication des interlocuteurs a créé un enchevêtrement diplomatique où chaque acteur défend sa propre influence. Résultat : un processus fusionné mal embarqué, à la fois ambitieux dans sa forme et paralysé dans son fonctionnement, qui peine à produire autre chose que des communiqués de bonne volonté. Sans instruments de contrainte ni volonté coordonnée, la diplomatie africaine tourne à vide face à la détérioration de la situation dans l'Est de la RDC.

Les femmes à la table, enfin ?

L'implication des femmes dans les processus de paix en RDC constitue un enjeu majeur et une avancée progressive, même si leur place reste encore marginale et malgré un arsenal normatif solide : résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU, le protocole de Maputo, la déclaration de l'UA sur l'égalité entre les sexes et les plans d'action nationaux « Femmes, paix et sécurité » (2022-2026). Entre 2021 et 2025, les femmes congolaises ont multiplié les initiatives : participation au forum de Luanda, rencontres régionales au Kenya et en Ouganda, et rédaction d'une note de plaidoyer portant sur la cessation des hostilités dans l'est du pays, avec l'appui de la Monusco et d'ONU Femmes.

Mais la reconnaissance reste limitée : trop souvent cantonnées aux rôles consultatifs, les femmes peinent encore à influencer les décisions de haut niveau. Or, leurs approches fondées sur la réconciliation et la reconstruction communautaire sont indispensables à la durabilité des médiations. Le nouveau processus africain gagnera en légitimité s'il s'appuie réellement sur leur expérience. C'est pour cela que la majorité au pouvoir s'est engagée, durant le dernier trimestre de l'année 2024, dans une campagne d'abord pour sa révision, puis pour son changement, mettant en avant ses prétendues défaillances.

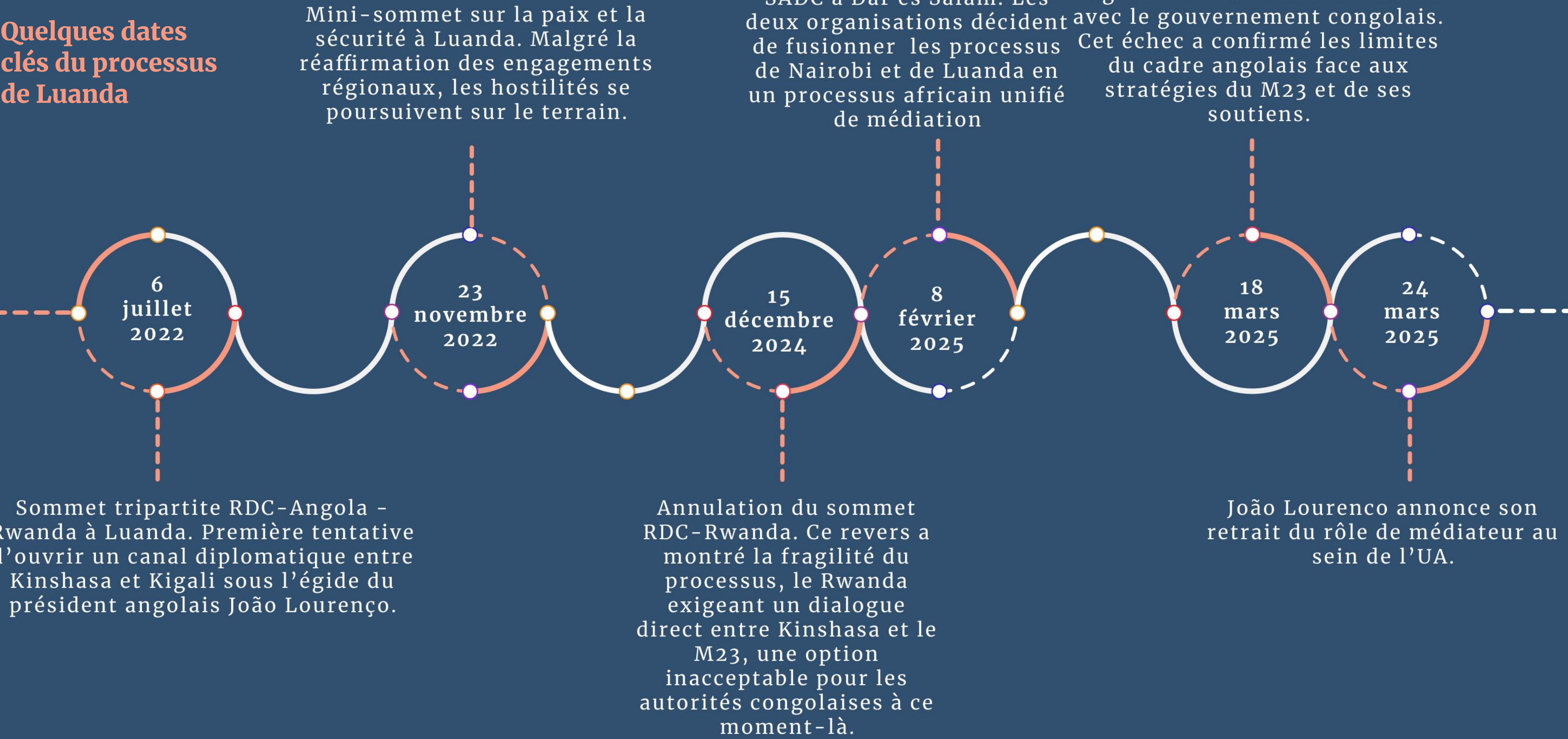
Qualifiée par ses détracteurs de « malédiction » ou de « Constitution des belligérants écrite avec machette et kalachnikov à la main », l'actuelle loi fondamentale est surtout accusée de porter en elle les germes de la balkanisation du pays, cause cachée de la permanente guerre dans l'Est. Les partisans de cette réforme constitutionnelle pointent particulièrement les articles 214 et 217 : le premier prévoit la possibilité pour l'État de « céder, échanger ou adjoindre le territoire », tandis que le second autorise l'« [abandon partiel de] la souveraineté du pays pour promouvoir l'unité africaine ». Ces dispositions, selon les partisans de la réforme, exposeraient la RDC à des risques de fragmentation territoriale.

La société civile, moteur d'une paix d'en bas

La société civile congolaise s'est affirmée comme un acteur incontournable dans la quête de la paix, au point d'apparaître comme une véritable alternative face aux limites des processus de Luanda et Nairobi. Le « pacte social », lancé en janvier 2025 par la CENCO et l'ECC, illustre cette dynamique de mobilisation. Il s'agit de proposer un cadre de concertation ouvert, fondé sur des valeurs d'inclusion et de justice. Cette initiative, bien que critiquée par les autorités pour son « manque de neutralité », a renforcé l'idée qu'une paix durable ne pouvait se construire sans la participation des populations locales et l'implication de toutes les parties du conflit.

CHRONOLOGIE

Quelques dates clés du processus de Luanda



SUR EBUTELI.ORG



Cathérine Samba-Panza et Sahle-Work Zewde, co-facilitatrices de l’Union africaine, séjournent depuis le dimanche 13 juillet à Kinshasa, avant de se rendre dans la partie est du pays et à Nairobi, au Kenya. Objectif annoncé : « Écouter ». Mais pour quoi faire exactement ?

Bonjour,

Je m’appelle Trésor Kibangula. Je coordonne les recherches sur la politique à Ebuteli. Vous écoutez le 28e épisode de la saison 5 de Po Na Biso, capsule audio d’Ebuteli et du Groupe d’étude sur le Congo, centre de recherche indépendant basé à l’Université de New York. Chaque semaine, nous vous proposons notre regard sur une actualité politique en RDC. Nous sommes le vendredi 18 juillet 2025.

« Dans la méthodologie de travail qui nous a été indiquée par le médiateur, il s’agit de venir sur le terrain, dans une première phase à Kinshasa, pour écouter les autorités et l’ensemble des acteurs concernés par la crise dans l’est de la RDC. » Ce jeudi 17 juillet, dans une des salles de réunion du Fleuve Congo Hôtel, Cathérine Samba-Panza donne le ton.

Devant une délégation de la société civile congolaise dont je faisais partie, l’ancienne présidente centrafricaine insiste : la mission vise avant tout à recueillir des « propositions » et des « stratégies de sortie de crise ». Quelques heures plus tôt, avec sa collègue éthiopienne Sahle-Work Zewde, elle a échangé avec Jean-Michel Sama Lukonde, président du Sénat. Dès lundi 14, elles avaient rencontré la Première ministre, Judith Suminwa.

La mission se poursuivra, « mais pas dans la foulée », me confie une source proche du processus. Prochaine étape : l’est du pays et Nairobi, où les deux co-facilitatrices de l’UA espèrent rencontrer, entre autres, des acteurs d’autres pays impliqués dans la crise, ainsi que « des personnalités qui ne peuvent pas, peut-être, être sur place à Kinshasa ou dans les zones de conflit », glisse Catherine Samba-Panza. Faut-il y voir une allusion à des opposants en exil ? Très probablement.

En tout cas, dans sa « lettre de mission », aux côtés de quatre autres facilitateurs, la Centrafricaine dit s’être vue confier plusieurs questions : « société civile dans sa diversité (jeunes, femmes, confessions religieuses, chefs coutumiers, secteur privé), réconciliation nationale et cohésion sociale ».

Chacun des quatre autres co-facilitateurs africains a reçu également une mission précise.

Sahle-Work Zewde s’occupe de la réponse humanitaire.
Olusegun Obasanjo suit les questions militaires.
Uhuru Kenyatta dialogue avec les groupes armés.
Mokgweetsi Masisi travaille sur l’intégration économique.

Cette architecture sophistiquée de la médiation africaine compte s’appuyer sur de nombreux partenaires, qu’ils soient régionaux (EAC, SADC, CIRGL) ou internationaux comme le Qatar, les États-Unis ou la Monusco.

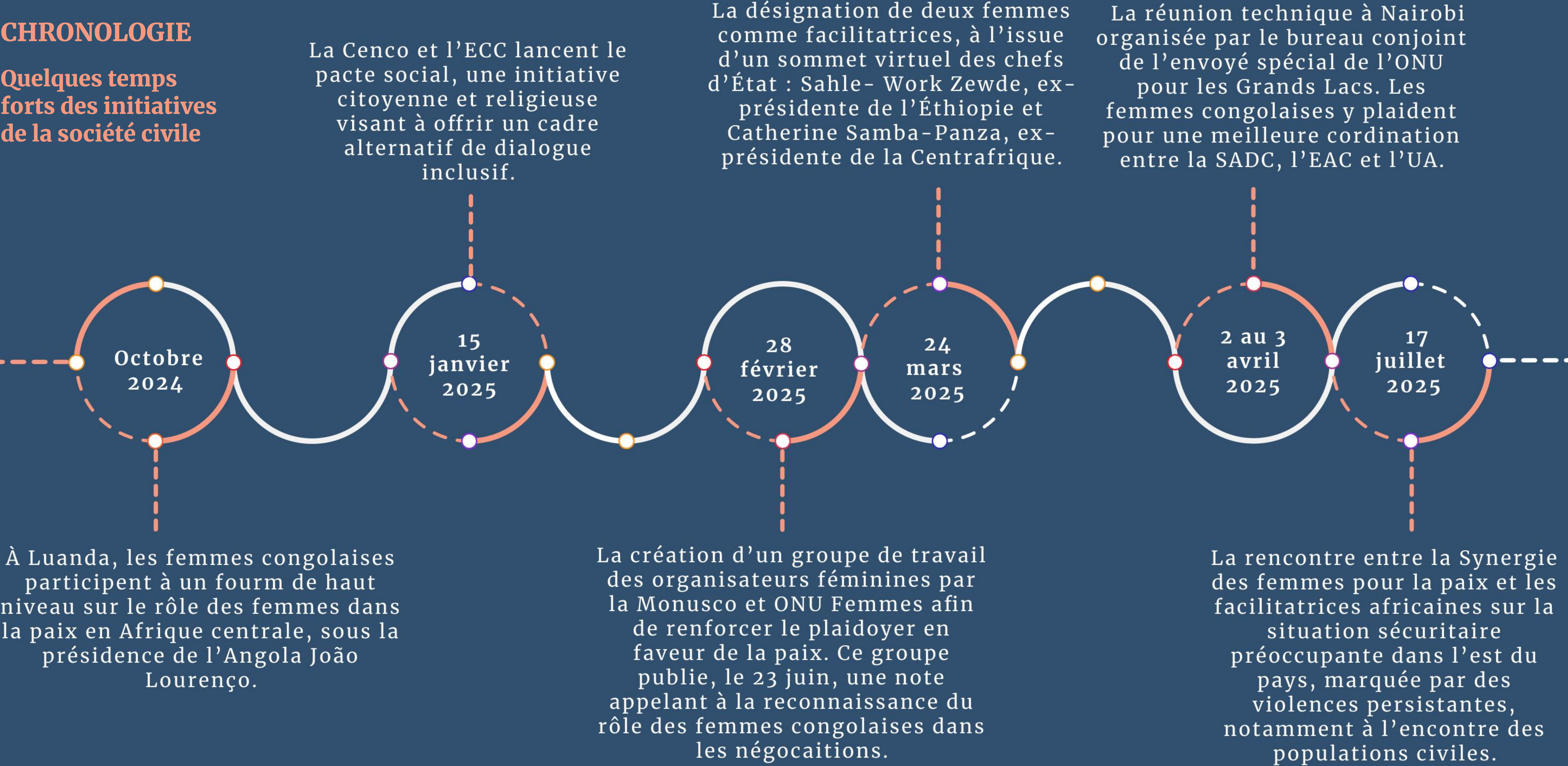
À côté de la médiation africaine, d’autres processus continuent : les négociations entre la RDC et l’AFC/M23 sous la facilitation du Qatar à Doha, le processus de Washington entre la RDC et le Rwanda, et l’initiative des églises catholique et protestante pour un « pacte social pour la paix et le bien-vivre ensemble en RDC et dans les Grands Lacs ».

Cette multiplication des médiations offre, au fond, la possibilité aux acteurs clés – y compris au sommet de l’État congolais ou rwandais – de gagner du temps ou de jouer sur plusieurs fronts en attendant un rapport de force favorable.

Alors, dans cet engrenage d’initiatives de médiation, quel rôle l’Union africaine entend-elle vraiment jouer ? Du côté des églises (CENCO et ECC), on avance l’idée d’une harmonisation. Selon ce scénario, la médiation africaine deviendrait garante du processus, apte à convoquer et superviser d’éventuels pourparlers au sein d’un cadre tripartite UA – État congolais – CENCO-ECC.

CHRONOLOGIE

Quelques temps forts des initiatives de la société civile



Un tel attelage est-il réaliste ? Il est encore trop tôt pour le dire. Toujours est-il que certains échos politiques et sociaux y sont favorables. Parmi les leaders de l’opposition par exemple, certaines personnalités verraient bien l’UA à la tête de la facilitation du dialogue en RDC, en travaillant de concert avec des médiateurs religieux qui maîtrisent les dynamiques congolaises. Mais encore faut-il que tous les acteurs s’entendent sur l’objet même du dialogue. La rencontre prévue ce vendredi entre les deux co-facilitatrices et les principales confessions religieuses congolaises pourrait permettre d’affiner quelques contours.

En tout cas, c’est sûrement à l’issue de sa série de consultations que le panel de facilitateurs de l’UA saura comment s’aligner. À ce moment-là, il devra « clarifier le mandat et les objectifs des co-facilitateurs, ainsi que la place du mécanisme UA vis-à-vis des processus parallèles (Washington, Doha), pour éviter les concurrences diplomatiques et les chevauchements d’agendas ». C’est l’une des demandes qui figurent dans un document de recommandations transmis par plusieurs organisations de la société civile congolaise.

Rien ne sera possible sans un alignement minimum, non seulement entre les médiateurs africains eux-mêmes, mais aussi avec les partenaires régionaux, internationaux et surtout les voix congolaises. L’avenir du dialogue — et de la paix — en dépend.

Trésor Kibangula
Directeur du pilier politique

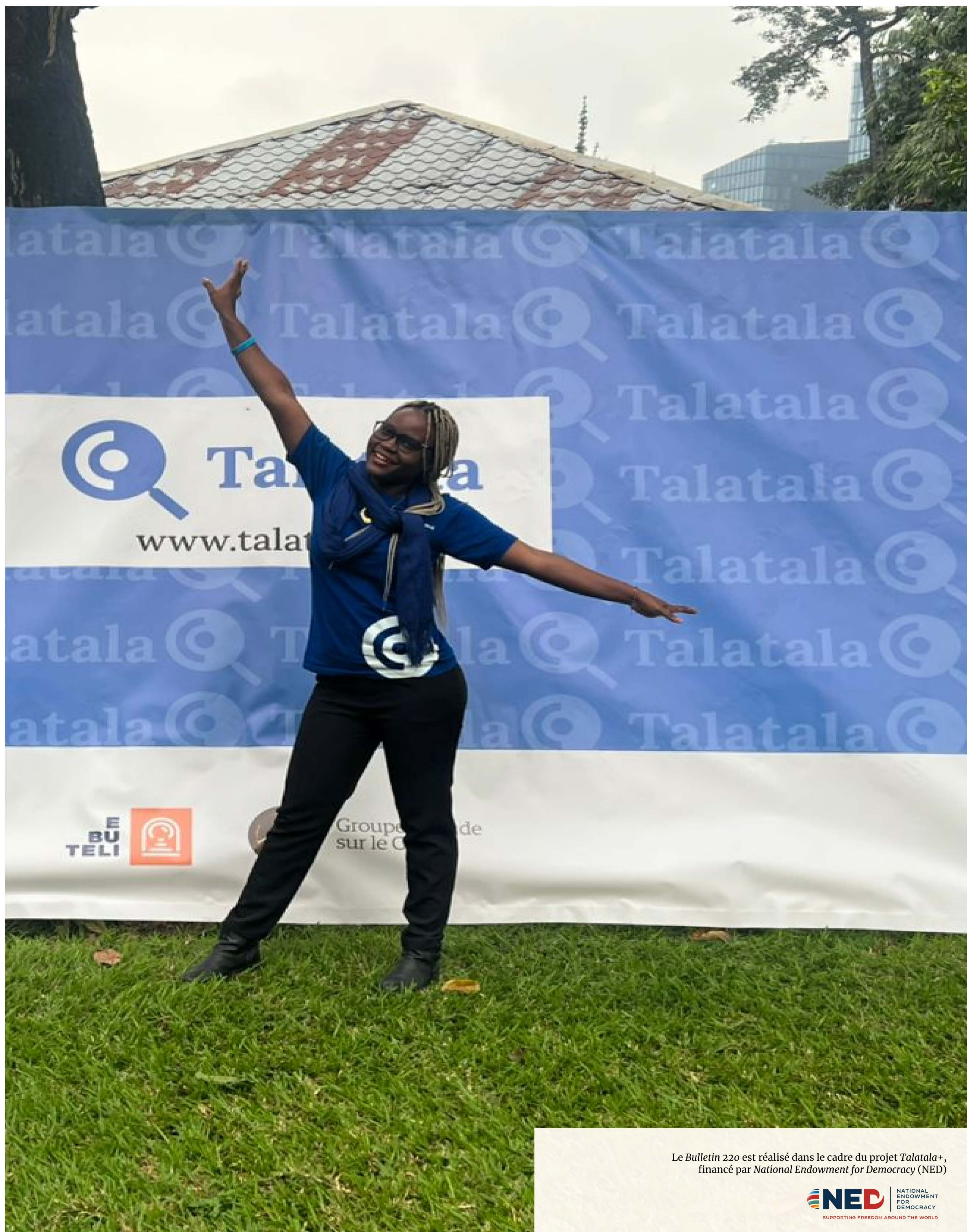
Vous pouvez rejoindre notre fil WhatsApp en envoyant « Ebuteli » au + 243 894 110 542 pour recevoir Po Na Biso chaque vendredi sur votre téléphone.

VOIX CITOYENNE

“
Sans justice, il n’y aura jamais de paix durable dans notre pays.”



Cardinal Fridolin Ambongo, Archevêque de Kinshasa, déclaration lors d’une homélie à Kinshasa, novembre 2022 (Radio Okapi)



Le Bulletin 220 est réalisé dans le cadre du projet Talatala+, financé par National Endowment for Democracy (NED)

